

## Présence de la Suisse au Japon

---

1. Introduction - résumé
2. Historique des relations entre la Suisse et le Japon  
(A. de Luca)
3. Die Schweizer Gemeinschaft in Japan heute  
(K. Bucher)
  - 3.1. Historische Aspekte
  - 3.2. Die Schweizer Gemeinschaft in Japan heute
4. Wirtschaftliche Präsenz
  - 4.1. Handelshäuser, Importagenten, eigene Firmen  
(R. Bosshart)
  - 4.2. Industries (J.-M. Rayroux)
  - 4.3. Finanzbereich (H.-R. Hodel)
  - 4.4. Andere Dienstleistung (Tourismus, SWISSAIR)  
(H.-R. Hodel / R. Bosshart)
5. Kulturelle Präsenz der Schweiz in Japan  
(H.J. Roth)
6. Das Bild der Schweiz in den japanischen Massenmedien  
(H.J. Roth)
7. Science et technologie (J.-M. Rayroux)
8. Conclusions (D. Dreyer)

## Présence de la Suisse au Japon

---

### 1. Introduction et résumé

A l'heure où le Japon, par son étonnante prospérité et son rôle de premier plan dans l'économie internationale, entre dans une nouvelle phase de son histoire, à l'heure aussi où la Suisse est elle-même confrontée à d'importants mouvements économiques, notamment la création du marché unique européen et le développement rapide de la zone Pacifique, il a paru opportun de faire le point sur la présence suisse au Japon et d'essayer d'établir les perspectives qui se présentent pour notre pays.

Le texte qui suit, rédigé en commun par les services de notre ambassade, passe en revue les divers aspects de notre présence au Japon.

On ne s'étonnera pas de l'importance du chapitre consacré à la présence économique de la Suisse: la réalité montre bien que notre pays est essentiellement présent dans ce pays par son commerce, par ses industries, par ses établissements bancaires et ses entreprises de service. De fait, l'établissement de relations officielles avec le Japon a été suggéré principalement par les milieux économiques suisses très tôt après l'ouverture de ce pays au commerce étranger.

L'importance numérique de la communauté suisse au Japon est relativement réduite, comparée à l'importance économique du Japon et compte tenu des engagements suisses dans ce pays. Ceci s'explique avant tout par le fait que le Japon n'est pas un pays d'immigration et adopte par tradition et nécessité une politique de restriction de l'immigration étrangère.

La Suisse figure dans les pays de tête des investisseurs étrangers au Japon, même si elle est dépassée de loin par les Etats-Unis. Son industrie est représentée dans quelques secteurs bien définis, en particulier l'alimentation et la chimie. Le secteur bancaire suisse n'a pas négligé non plus le Japon.

La Suisse, dont la culture est moins bien connue au Japon, a évidemment quelque peine à se faire une place dans la vie culturelle très active que connaît en ce moment le Japon. Pourtant, ces dernières années, un ensemble d'expositions et de tournées d'ensembles musicaux suisses de renom, ont contribué à mieux faire connaître notre culture au Japon, et à corriger quelque peu l'image de notre pays, image certes favorable, mais encore trop liée à de vieux clichés.



## 2. Historique des relations entre la Suisse et le Japon

Jusqu'au milieu du siècle dernier, les connaissances que l'on avait en Suisse au sujet du Japon étaient très limitées, et les relations bilatérales inexistantes.

L'intervention des Etats Unis de 1853, visant à ouvrir l'archipel au commerce bilatéral, a conduit l'Empire à s'ouvrir progressivement vers l'extérieur en signant un ensemble d'accords de commerce avec les puissances maritimes de l'époque. Ces faits incitèrent le Conseil fédéral à mieux prendre conscience de l'importance que ce pays allait assumer. Sur l'insistance des milieux privés, les autorités fédérales décidèrent l'envoi d'une mission chargée d'étudier la possibilité de la conclusion d'un accord de commerce entre la Suisse et le Japon. Une première mission débarqua en 1859 à Nagasaki mais dut rentrer bredouille, et il fallut l'envoi d'une deuxième mission pour parvenir à la signature d'un Traité d'amitié et de commerce le 6 février 1864. Le coût de cette mission était considérable, vu qu'il ne représentait pas moins du 8 % du budget fédéral pour l'année 1862. Cette dépense a toutefois permis la conclusion d'un texte fondamental pour le développement de nos relations avec le Japon. Une convention spéciale, conclue en 1867, permit à notre pays de bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée. En 1896, un nouveau traité d'amitié et de commerce fut signé à Berne, afin de prendre en compte les modernisations introduites dans l'intervalle dans la législation japonaise.

Pendant cette première étape des relations entre la Suisse et le Japon, notre pays n'avait pas de représentant diplomatique propre, mais avait confié sa représentation auprès de l'Empereur à l'agence diplomatique des Pays-Bas. Il avait, par contre, ouvert des représentations consulaires subordonnées au représentant diplomatique.

En 1906, les autorités fédérales optèrent pour l'ouverture d'une légation à Tokyo, en désignant le consul général de Suisse à Yokohama, M. Paul Ritter, comme leur premier propre représentant diplomatique auprès de l'Empereur.

Du côté japonais, une mission spéciale fut dépêchée à Berne par le Gouvernement japonais en 1873. Six ans plus tard, le Japon décida d'accréditer son Ministre en France à Berne également. A partir de 1887, ce furent les Ministres du Japon en Autriche qui étaient accrédités auprès du Conseil fédéral. La première légation du Japon à Berne fut ouverte en 1916.

Entretemps, en 1911, un nouveau traité d'établissement et de commerce fut signé entre le Japon et la Suisse. Il s'agissait, pour le Japon, de prendre en compte son nouveau tarif douanier. Cet accord est encore en vigueur dans sa forme originale.

D'autres accords, encore en vigueur à ce jour, conclus avant la deuxième guerre mondiale, concernent les domaines du règlement judiciaire (1924) et de l'assistance judiciaire en matière



pénale et civile (échanges de notes de 1920 et 1937).

Pendant la guerre de 1939-1945, vingt pays, dont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, confièrent la défense de leurs intérêts au Japon aux bons offices de la Suisse.

Le Japon, à son tour, avait aussi confié en cette période la représentation de ses intérêts à la Suisse dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis, l'Australie et l'Espagne.

Après le conflit, et pendant la période d'occupation américaine du Japon, (1945-1952), les relations bilatérales furent interrompues, le représentant diplomatique suisse à Tokyo étant accrédité auprès du Grand Quartier général des Forces d'occupation. Le Japon dut par contre fermer sa représentation à Berne jusqu'en 1952. En 1952, les relations diplomatiques directes reprurent entre les deux pays. La légation du Japon à Berne fut élevée au rang d'Ambassade en 1955, le Conseil fédéral faisant de même avec sa représentation à Tokyo deux ans plus tard. Toujours en 1957, le Japon ouvrit une Mission permanente auprès des Organisations Internationales à Genève.

D'autres accords bilatéraux conclus dans la période de l'après-guerre concernent le trafic aérien (1956) et la suppression mutuelle des visas (1957).

Au titre des visites bilatérales, trois Conseillers fédéraux ont visité le Japon dans le passé, à savoir M. G.-A. Chevallaz en 1979, Mr. K. Furgler en 1983 et M. R. Felber en 1989, pour les obsèques de l'Empereur Showa. Quatre Secrétaires d'Etat se sont également rendus au Japon en visite officielle: il s'agit de M. P. Jolles en 1982, M. C. Sommaruga en 1985, suivi dans la même année par M. E. Brunner, et de M. F. Blankart en 1989.

Du côté japonais, on relevera la visite du Ministre de la Justice, M. Sakata, en 1982. Des délégations à haut niveau des milieux économiques ont aussi visité la Suisse à plusieurs reprises ces dernières années.

### 3. Schweizer Kolonie in Japan

#### 3.1. Historische Aspekte

Die ersten Schweizer in Japan haben sich zu Beginn der sechziger Jahre des vorigen Jahrhunderts in Yokohama angesiedelt. Die meisten dieser acht Landsleute waren im Uhren- oder Seidenhandel tätig. Besonders nach der Aufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan im Jahre 1864 begann die Schweizer Gemeinschaft dank ihrem Unternehmungsgeist und ihrer Initiative einen stetigen Aufschwung zu nehmen.



Bereits ein Jahr nach Eröffnung der ersten konsularischen Vertretung der Schweiz in Japan in Yokohama 1864, wurde eine "Société Suisse de tir" gegründet, die bald eine wichtige gesellschaftliche Rolle zu spielen begann und hochgestellte japanische Persönlichkeiten und sogar Minister und Mitglieder der japanischen Kaiserfamilie zu ihren Gästen zählen konnte. Sie florierte später unter der Bezeichnung "Schweizer Gesellschaft" weiter. Während dieser Zeit wurde die wichtige Stelle des Seiden-Inspektors in Yokohama meistens mit einem Schweizer Bürger besetzt.

Um die Jahrhundertwende zählte die Kolonie in Yokohama 88 Schweizer. Die 1905 ins Leben gerufene "Schweizerische Hilfsgesellschaft" existiert noch heute.

Das grosse Erdbeben, welches 1923 Tokio und Yokohama erschütterte, forderte auch unter den Schweizern mehrere Opfer und hatte die Uebersiedlung einer grösseren Anzahl Familien nach Kobe zur Folge, wo sich ein neues aktives Zentrum der Schweizer Kolonie in Japan heranbildete.

Kurz vor dem zweiten Weltkrieg nahmen die ersten Schweizer Journalisten in Japan Wohnsitz, da man sich auch in Europa vermehrt für dieses fernöstliche Land zu interessieren begann. Mit dem Ausbruch des Krieges stellten sich für die nun rund 300 Personen zählende Schweizer Gemeinschaft schwierige Zeiten ein.

Viele Landsleute mussten, ebenso wie die damalige Schweizer Legation, während den Jahren 1944 und 1945 nach Karuizawa evakuiert werden. Die Lage begann sich für die auf weniger als 100 Personen geschmolzene Kolonie erst ab 1952 wieder zu normalisieren.

Der diesem beschwerlichen Zeitabschnitt folgende zunehmende Aufschwung der japanischen Wirtschaft brachte eine fort-dauernde Vergrösserung der Schweizer Gemeinschaft mit sich, und Anfang der sechziger Jahre hielten sich bereits über fünfhundert schweizerische Staatsangehörige ständig in Japan auf.

### 3.2. Die Schweizer Gemeinschaft in Japan heute

Anlässlich der letzten durchgeführten Erhebung zu Beginn des Jahres 1987 waren bei der Botschaft in Tokio und dem Generalkonsulat in Osaka insgesamt 1073 schweizerische Staatsangehörige immatrikuliert, 305 davon als Doppelbürger.

Da Japan kein eigentliches Einwanderungsland ist, machen Schweizer der Zweit- und Drittgeneration nur einen kleinen Anteil aus. Die Mehrheit der in Japan ansässigen Schweizer ist für eine hier vertretene Schweizer Firma tätig und wohnt im Raume Tokio oder Osaka. Der Aufenthalt dieser "expatriierten" Mitbürger bleibt meist auf einige Jahre beschränkt. Daneben gibt es einige Professoren, Künstler und Studenten. Die in ganz Japan verstreut lebenden Missionare halten sich andererseits zum Teil seit Jahrzehnten hier auf.



Der 1976 aus der Taufe gehobene "Schweizer Klub Tokio" ermöglicht den Landsleuten eine zwanglose Kontaktpflege. Die klub-eigene "Gazette" informiert die Mitglieder sporadisch über die Aktivitäten wie Wanderungen, 1. August-Feier und Wohltätigkeitsbasar, sowie zum Abschluss des Vereinsjahrs die Generalversammlung. In der Gegend von Osaka und Kobe bietet die "Swiss Society of the Kansai" den in diesem Raum ansässigen Schweizern ein ähnliches Programm.

Zur weiteren Festigung der guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan tragen auch die "Swiss-Japan Society" in Tokio und die "Kansai Association Switzerland-Japan" in Osaka bei. Beide Vereinigungen zählen Japaner und Schweizer zu ihren Mitgliedern.

Wohl vor allem wegen der hohen Lebenshaltungskosten reisen immer noch relativ wenig Schweizer als Touristen nach Japan. Von den 1988 rund 14'500 als Kurzaufenthalter in Japan eingereisten Schweizerbürgern gaben weniger als die Hälfte als Reisezweck Tourismus an. Die beiden schweizerischen Auslandsvertretungen werden deshalb weniger häufig um Hilfeleistungen für Touristen angegangen.

Im Gegensatz zu andern grossen Weltstädten verfügen weder Tokio noch Osaka über Schweizer Schulen. Schweizer Kinder haben jedoch die Möglichkeit, eine der internationalen Schulen zu besuchen. An der Deutschen Schule Tokio, die von rund 50 schweizerischen Kindern frequentiert wird, unterrichtet seit 1987 wiederum ein Schweizer Lehrer, der den Kindern auch Unterricht in Schweizer Geschichte, Geographie und Staatskunde erteilt. Es darf als besonders Zeichen der Solidarität der Schweizer Gemeinschaft in Tokio hervorgehoben werden, dass diese Schweizer Lehrkraft hauptsächlich durch zum Teil erkleckliche Spenden von rund 30 der in Japan tätigen Schweizer Firmen finanziert wird. Die Eidgenossenschaft trägt mit einer bescheidenen Subvention zum Gelingen dieses Projekts bei. Der kürzlich beschlossene Neubau der Deutschen Schule wird ein noch stärkeres finanzielles Engagement auch von Schweizer Seite erfordern.

Während sich die in Japan wohnenden Schweizer trotz Sprachbarriere hier im allgemeinen wohl fühlen und die Beziehungen zu den japanischen Behördstellen korrekt und ungetrübt sind, wird seit einiger Zeit die Opportunität eines Sozialversicherungsabkommen zwischen der Schweiz und Japan diskutiert.

Die gegenwärtige Situation befriedigt tatsächlich nicht, da die eigentlich (auch für ausländische Arbeitnehmer) bestehende Versicherungspflicht angesichts der hohen Kosten und der Tatsache, dass Leistungen andererseits nur in Ausnahmefällen beansprucht werden können, in der Praxis oft unterlaufen wird. Die bis jetzt von japanischer Seite geübte Toleranz könnte in absehbarer Zeit ein Ende finden.



#### 4. Wirtschaftliche Präsenz

##### 4.1. Handelshäuser, Importagenten, eigene Firmen

##### 4.1.1. Hinweise auf Grössenordnungen der Präsenz

Ueber viele Jahre hinweg wurde beim Handelsdienst dieser Mission eine Kartei schweizerischer Vertretungsverhältnisse aufgebaut. Es sind uns derzeit **gut 800 Agenturverhältnisse** bekannt.

Eine ansehnliche Zahl schweizerischer Firmen des Konsumgüter- wie des Ausrüstungsgüterbereiches sowie von der Chemie/Pharmazeutik-Sparte unterhalten heute Japanniederlassungen "unter eigener Flagge". Unter Ausschluss des Dienstleistungsbereiches (Banken, Versicherungen, Transportunternehmen) sind dieser Botschaft ca. **120 mehrheitlich oder ganz schweizerisch kapitalisierte Japanniederlassungen** bekannt. Bemerkenswert ist, dass nicht nur - nach schweizerischer Skala - Grossunternehmen, sondern auch mehrere mittelgrosse und sogar kleinere Firmen selber den Schritt nach Japan wagten.

Als Gradmesser der erfreulichen schweizerischen wirtschaftlichen Präsenz kann ein alle Herkunftsländer erfassender Vergleich der **Direktinvestitionssummen** dienen. Eine auf Angaben des japanischen Finanzministeriums abstützende, vom "Japan Institute for Social and Economic Affairs" veröffentlichte Zusammenstellung der investierten Summen zeigt die **Schweiz im zweiten Rang** (Stand Ende März 1988):

Land	Anzahl <u>Investitionsfälle</u>	Investitionstotal <u>in Mio. US\$</u>
USA	6245	4010
Schweiz	1555	565
Grossbritannien	2281	402
BRD	1422	347
Holland	1031	259
Frankreich	1376	164
Alle Länder	27124	8460

Die Aussagekraft der Uebersicht etwas einschränkend ist beizufügen, dass der Fortschreibung des Finanzministeriums das Herkunftsprinzip zugrundeliegt, d.h. der ausländische Kapitalgeber wird jenem Land zugerechnet, aus dem die Uebermittlung erfolgte. Für die Schweiz sind mehrere Fälle miteingeschlossen, da die Kapitalgeberin nicht wirklich als ein schweizerisches Unternehmen (mehrheitlich in Schweizer Besitz oder zumindest historisch in der Schweiz gewachsen und noch mit Stammhaus in der Schweiz) bezeichnet werden kann. Wegen desselben Herkunftsprinzips werden in der japanischen Erhebung aber auch ein paar eigentlich schweizerische Investitionsnahmen anderen Staaten zugerechnet. Zu beachten ist in diesem Zusammenhang jedoch der im allgemeinen eher geringe Umfang ausländischer Investitionen in



Japan; auch der für die Schweiz ermittelte Totalbetrag ist kleiner als die schweizerischen Investitionen in anderen Industriestaaten oder Schwellenländern.

Die gute wirtschaftliche Präsenz unseres Landes in Japan wird auch aus folgender Grössenordnung ersichtlich: im Jahr 1988 betragen die Exporte der Schweiz nach der Inselnation 3184 Mio. Franken; gemäss einer Schätzung der Schweizerischen Handels- und Industriekammer in Japan dürften die **Verkaufssummen** aller Schweizerfirmen und schweizerischen Joint Ventures in Japan zusammengerechnet im vergangenen Jahr ca. 8 Milliarden Franken, also rund das 2.5fache des Ausfuhrtotals nach Japan betragen haben.

#### 4.1.2. Früher und bedeutender Beitrag der Handelshäuser

Zur Präsenz schweizerischer Erzeugnisse auf dem japanischen Markt leisteten Handelsfirmen während Jahrzehnten einen ganz entscheidenden Beitrag. Unter den in Japan tätigen Handelshäusern standen schweizerische Firmen im Vordergrund und können auf ein sehr früh erfolgtes Fussfassen verweisen. So wurde das heute als Siber Hegner firmierende Unternehmen 1865 (3 Jahre vor der Meiji Restauration) in Yokohama gegründet. Die Firma Desco unterhält seit 1901 eine Japanniederlassung, und auch Volkart sowie Liebermann Wälchli gründeten bereits 1919 Firmen in Japan. Die Uebersee Handels AG (UHAG) ist seit 1927 mit einer eigenen Firma in Japan tätig.

Eine ganze Reihe von schweizerischen Herstellern war, und ist, durch zum Teil gleichfalls seit Jahrzehnten in Japan anwesende deutsche und englische Handelshäuser oder durch eine der nach Tausenden zählenden japanischen Import- und Verteilfirmen vertreten.

Es lässt sich aufgrund von Firmengeschichten belegen, dass mit bloss ganz wenigen Ausnahmen jede heutige Präsenz unter eigener Flagge auf einer anfänglichen "Markteinführung" durch ein Handelshaus beruht. Dies schliesst grosse schweizerische Namen mit ein und erstreckt sich auf die Japanniederlassungen schweizerischer Mittelbetriebe.

#### 4.1.3. Schwergewicht auf Verkauf und Beratung, nicht Produktion

Die schweizerische wirtschaftliche Präsenz des Güterbereiches ist in Japan also einmal durch den über viele Jahrzehnte hinweg erbrachten Beitrag der Handelshäuser gekennzeichnet: der Markt liegt in geographischer Hinsicht weit weg, er ist von der Mentalität her schwieriger als etwa jener der europäischen Länder oder der USA; die Handelsfirmen waren vor Ort und erbrachten für viele Prinzipale lange Jahre befriedigende Leistungen.

Die Rolle und Stellung der Handelshäuser und das relativ späte Auftreten schweizerischer Hersteller mit eigenen Firmen können weiter auch damit erklärt werden, dass die



japanische Wirtschaft, und damit auch die vorher schüchterne Nachfrage nach dem Importprodukt, erst Mitte der 60er-Jahre einen wirklichen Takeoff erfuhren. Und hier ist dann daran zu erinnern, dass die entscheidenden Jahre zwischen 1964 und 1976, als der Markt interessanter zu erscheinen begann, gekennzeichnet waren durch ordentlich streng gehandhabte japanische Bestimmungen zur Kontrolle sowohl von der Uebernahme japanischer Firmen als auch von der Errichtung von ganz in ausländischem Besitz stehenden Tochterfirmen in Japan. Schweizerische, hier wirklich für den Markt produzierende Firmen waren entweder Frühankömmlinge (Roche 1932, Nestlé 1933, Ciba-Geigy 1952), oder die offerierte Technologie war attraktiv - doch bloss im Rahmen einer Joint-Venture mit japanischem Partner akzeptabel.

Die ausgeprägte Handels- und Kundendiensttätigkeit von Hersteller-Tochterfirmen in Japan kann schliesslich auch damit erklärt werden, dass die als möglich erscheinenden Auflagengrössen für eine break-even Operation nicht genügen; dies - im Bereich Maschinen und Instrumente - auch nicht einmal auf dem Wege des Zusammenbauens von importierten Kern-Komponenten mit in Japan zugekauften Teilen.

#### 4.2. Industries

Evaluer la présence de la Suisse sous l'angle industriel comporte, ici comme ailleurs, un élément subjectif. Objectivement, cette présence industrielle devrait se mesurer en effectuant un bilan de la valeur ajoutée localement, de la part du marché et de la visibilité des produits, du volume des accords de licence, du degré de technologie. Or c'est là que les paramètres manquent.

On doit d'emblée distinguer 4 cas.

Le cas de Nestlé d'abord, qui par son chiffre d'affaires de et le nombre de ses employés, occupe la première place. Implantée au Japon depuis 1933, active dans un secteur de la production et de la consommation qui touche un large public, l'alimentation, l'entreprise est présente quotidiennement dans de nombreux créneaux des médias publicitaires. Paradoxalement cependant, peu de gens connaissent le rapport entre Nestlé et la Suisse. C'est l'envers du caractère hautement multinational de l'entreprise.

L'industrie chimique et pharmaceutique suisse est présente au Japon grâce à Ciba-Geigy, Roche et Sandoz d'abord, qui disposent sur place de moyens de production et de laboratoires. D'autres entreprises suisses de la branche sont également actives sur le marché, sans toutefois disposer sur place des mêmes moyens. Actuellement, l'ensemble de l'industrie chimique suisse occupe au Japon un peu plus de 5'300 personnes. Le montant de ses ventes est de l'ordre de FRs 3-4 mia. (joint ventures inclus), ce qui représente une part de 7 % du marché "comparable". A titre de comparaison,



les sociétés japonaises détiennent 60 % et d'autres sociétés étrangères 33 % de ce marché. C'est de ce marché "comparable" dont on doit tenir compte pour mesurer les performances de notre industrie chimique et pharmaceutique. Il est inférieur au marché accessible, puisque notre industrie n'est pas active du tout dans le secteur de la pétrochimie par exemple.

En comparaison, la présence industrielle du secteur électro-mécanique est beaucoup plus modeste. Comme les sociétés locales fonctionnent principalement soit comme acheteur/revendeur soit comme agent à la commission. Leurs affaires sont constituées souvent par des affaires en consortium conjointement avec de grands exportateurs japonais. Les deux principaux représentants de ce secteur, Brown Boveri et Sulzer, ont depuis de nombreuses années plusieurs partenaires avec lesquels ils ont conclu des accords de licences. Quelques firmes ont choisi d'acquérir des participations chez des partenaires japonais.

L'activité des autres firmes suisses du secteur industriel, relève davantage du secteur commercial, puisque, mis-à-part un volume restreint de montage et de services après vente, elles ne disposent pas de moyens leur permettant d'accroître localement d'une manière notable la valeur ajoutée de leurs exportations.

D'une manière générale, on peut dire que compte tenu de l'ampleur du marché japonais, la présence industrielle suisse occupe bien sa place, mais dans des secteurs bien définis, celui des spécialités ou des produits haut-de-gamme.

On pourra trouver plus loin (cf. par. 7) une digression rétrospective sur le transfert de technologie par voie de licence et quelques-unes des circonstances qui ont conduit à la situation actuelle. En ce qui concerne l'évolution possible de la présence industrielle suisse au Japon au niveau de la production, il est peut-être utile de rappeler un certain nombre de points, même si ceux-ci sont bien connus des cercles concernés de l'économie privée.

L'implantation au Japon requiert du temps. L'activité industrielle de la chimie et de l'électro-mécanique suisses remonte pour l'essentiel aux années d'après-guerre.

Les ressources à engager sont importantes, financièrement et en main-d'oeuvre, pour une valeur ajoutée souvent plutôt faible. Vu la concurrence et la structure du système de distribution, les marges bénéficiaires ont la réputation d'être faible. Le contenu technologique, la qualité et la fiabilité des produits sont élevés. Le cours du Yen n'incite pas forcément à un engagement.

Et pourtant, malgré ces considérations et les circonstances qui font que en Europe une large part de l'effort de réflexion est dirigée soit sur 1992 soit sur des restructurations internes, il faut souligner que le Japon est en



pas de devenir un marché de référence, au niveau de la qualité et de l'innovation principalement. Ce que les USA étaient dans les années 60 pour l'exportation de turbo-générateurs, le Japon est en voie de le devenir dans d'autres secteurs.

#### 4.3. Finanzbereich

##### 4.3.1. Banken

Zurzeit sind über 10 dem Schweizerischen Bankengesetz unterworfenen Banken auf dem Tokioter Finanzplatz aktiv; davon sind 8 schweizerisch kapitalisiert und werden vom bilateralen Behördenverkehr erfasst. Den Start zu dieser Aktivität legten 1966 der SBV und die SBG mit der Eröffnung von je einem Representative Office. Von einigen Ausnahmen abgesehen beschränkt sich die Vertretung der Schweizer Banken auch heute noch auf diese Form.

Die Ausnahmen stellen vor allem die drei grössten Schweizer Banken dar, und diese sind mit mehreren, rechtlich selbstständigen Bankfirmen sowie mit Repräsentanzen in Japan tätig.

Der Grund für die "Mehrfachvertretung" der Banken ist in der japanischen Bankengesetzgebung zu suchen, wo in Art. 65 des Securities and Exchange Law die Spartenentrennung (namentlich im Bank- und Wertschriftengeschäft) zwingend vorgeschrieben wird; dies im Gegensatz zum sog. Universalbankensystem der meisten Industriestaaten. Bestrebungen, diese Trennung etwas aufzulockern, sind wegen innerem, aber hauptsächlich wegen äusserem Druck im Gange. Zur Zeit scheint eine Auflockerung im Bereich des "wholesale banking" am wahrscheinlichsten. Die institutionellen Hindernisse führen dazu, dass die in Japan tätigen Schweizer Banken seit einiger Zeit die Forderung erheben, wenigstens 100 %ige Wertschriftengesellschaften auch für bereits im Bankenbereich tätige Institute zuzulassen sowie räumliche und administrative Trennungsvorschriften abzuschaffen. Darüber hinaus werden weitere Liberalisierungen in den Bereichen Marktzugang und Geschäftsmöglichkeiten, Marktkonditionen/Refinanzierung angestrebt.

Die zentralsten Forderungen zwecks Aufbaus sinnvoller Geschäftsmöglichkeiten für ausländische, namentlich schweizerische Banken sind im Verlaufe der späten achtziger Jahre von Japan erfüllt worden, und im allgemeinen zeigen sich die Vertreter der hiesigen Schweizer Banken von Geschäftsmöglichkeiten und -ergebnissen befriedigt, wobei eine Spur Zweckoptimismus und die Konkurrenzsituation mit im Spiel sein dürfte. Es ist jedenfalls festzuhalten, dass der Marktanteil aller ausländischen Banken in sämtlichen Sparten nur einige ganz wenige Prozente beträgt; in der Regel 2-5 %. Gemessen an der Bilanzsumme beträgt die Grösse der



bedeutendsten ausländischen Bank in Japan (BNP) mit Yen 989 Mrd. nur gerade 2,4 % der grössten japanischen Bank (Dai-ichi Kangyo). Dies würde dem 110. Platz unter den japanischen Banken entsprechen. In der Reihe der ausländischen Banken liegen die Schweizer Bankfilialen an 8., an 19. bzw. an 29. Stelle. Im Wertschriftengeschäft liegen die Verhältnisse ähnlich, wobei hier die japanische Spitzenstellung der vier führenden Institutionen noch ausgeprägter ist.

#### 4.3.2. Versicherungen

Im japanischen Versicherungsmarkt sind drei schweizerische Gesellschaften tätig: Winterthur seit 1985 und Zürich seit 1986 mit Filialen im Nicht-Leben-Bereich sowie die Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft seit 1972 mit einem Repräsentationsbüro im Rückversicherungsgeschäft. Letztere war seinerzeit die erste ausländische Versicherungsgesellschaft, welche sich in Japan etablierte, nachdem sie bereits seit 1923 mittels Besuchsreisen aus dem Ausland in Japan Geschäfte akquirierte.

Die schweizerische Präsenz in diesem Bereich erhellt vor dem Hintergrund eines Anteiles der über 30 ausländischen Gesellschaften am Nicht-Leben-Bereich von bloss 2,5 - 3 % des Gesamtmarktes. Von diesem geringen Anteil entfallen alleine auf zwei amerikanische Gesellschaften 77 % .

Im Rückversicherungsmarkt, zu dem auch das Brokergeschäft gehört, beträgt der ausländische Marktanteil keine 2 % im Nicht-Leben- und rund 1 % im Leben-Bereich. Die Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft gehört darin zu den führenden, an zweiter Stelle nach der Münchner plazierten, Versicherern (Nicht-Leben) bzw. ist selbst der Marktleader (Leben) mit Marktanteilen von je ca. 10 % des Ausländergeschäfts.

#### 4.4. Andere Dienstleistungen

##### 4.4.1. Luftverkehr

Der Flugverkehr zwischen der Schweiz und Japan war von der Swissair bereits 1957 mit DC-6 Apparaten aufgenommen worden.

Während einer gewissen Zeit im letzten und zu Beginn des laufenden Jahres entwickelte sich die Luftverkehrsfrage zu einem ganz zentralen Gesprächsgegenstand innerhalb der bilateralen Beziehungen zu Japan. Mit der im Juli erfolgten japanischen Einwilligung in eine Gemeinschaftsoperation Swissair/Japan Airlines auf der Sibirienroute konnte ein befriedigendes Ergebnis erreicht werden: seit Juli fliegt eine Swissairmaschine einmal wöchentlich Nonstop von Zürich nach Tokio und legt auf dem Rückweg eine Zwischenlandung in Moskau ein, und ab November 1989 werden es zwei wöchentliche Frequenzen sein. Ueber die Polarroute werden dann noch drei Flüge pro Woche geführt werden.



#### 4.4.2. Transport-Sektor

Beim traditionell starken Engagement schweizerischer Firmen in diesem Sektor sowie vor dem Hintergrund des beträchtlichen Güterflusses zwischen den beiden Ländern überrascht es nicht, dass eine ganze Reihe schweizerischer Firmen der Branche auch in Japan tätig sind. Teilweise bestehen auch diese Präsenzen in Japan seit vielen Jahren. Bis 1980 waren jedoch 100 % ausländisch kapitalisierte Speditionsfirmen nicht zugelassen, sondern es war mit japanischen Firmen der Branche zusammenzuarbeiten. Seit Dezember 1980 ist im auf Import- und Exporttransaktionen gerichteten Speditionsbereich Japans die Errichtung vollständig ausländisch kapitalisierter Tochtergesellschaften möglich. Sollte eine ausländische Firma jedoch die Aufnahme der Geschäftstätigkeit in der Inlandspedition beabsichtigen, so ist auch jetzt noch das Transport-Ministerium zuvor zu konsultieren.

Ebenfalls dem Transportsektor zuzurechnen ist die Firma Kuoni. Nach der vor Jahren erfolgten Schliessung des Japanbüros von Hotelplan ist Kuoni als einzige Schweizerfirma der Reisebüro-Branche in Japan aktiv: Verkauf von Reise-Arrangements an japanische Tour-Veranstalter.

### 5. Kulturelle Präsenz der Schweiz in Japan

- 5.1. Das kulturelle Leben in Japan ist ausserordentlich reich und vielfältig und steht heute nicht mehr hinter New York, London oder Paris zurück. Die Veranstaltungen sind dabei kaum staatlich geleitet, sondern gehen vor allem von privaten Trägern, namentlich grossen Unternehmen in allen Bereichen der japanischen Wirtschaft aus. Der Reichtum Japans hat sich auch auf die Kulturszene positiv ausgewirkt und zu einem richtigen Boom im Bau von privaten Museen oder Konzerthallen geführt. Die öffentliche Hand selbst hat bisher relativ wenig von diesem Geldsegen gespürt, eine Tatsache, die sich mit der neuen Konsumsteuer nun allmählich ändern dürfte.
- 5.2. Die Möglichkeiten der kulturellen Präsenz sind deshalb beträchtlich, stellen jedoch auch klare Anforderungen. Auf Grund der Professionalität, der Genauigkeit, des Wertes der Erfahrung im asiatischen Zusammenhang und - nicht zuletzt - des finanziellen Aufwandes ist es kaum denkbar, dass Konzerte, Ausstellungen oder Aufführungen von ausländischen Nachwuchskünstlern hier auch nur ein Nischendasein führen könnten. Die Wünsche vieler Künstler nach einer Veranstaltung in Japan zur Aufwertung ihres curriculum vitae können kaum je realisiert werden, da der Künstler in der Regel bekannt sein muss, bevor er überhaupt in Japan auftreten kann.
- 5.3. Neben den grossen, auch kulturell z.T. klar abgegrenzten Nationen, die im Kulturleben Japans ihren klaren Stellenwert haben, ist das Bild der Schweiz viel undeutlicher. Zwar kennt jeder Japaner unser Land, viele haben es gar bereist, doch kulturell ist es weniger bekannt. Namen wie Giacometti oder



Tinguely, oder jener des OSR sind Ausnahmen, welche eher die Regel bestätigen als Grundlegendes aussagen. Zu einem guten Teil geht das auf die relativ beschränkten Mittel zurück, die unser kleines Land in der aussereuropäischen Kulturförderung zur Verfügung hat. Viel mag auch daran liegen, dass wir im Kulturbereich nach aussen kein klares und einheitliches Bild auszustrahlen vermögen.

- 5.4. Trotzdem ist auf einem - vielleicht nicht so glamourösen - Niveau einiges zu erreichen. Die schweizerische Kulturpräsenz liegt vor allem in den Gebieten der Musik und der bildenden Künste. Regelmässige Tourneen von grösseren und kleineren schweizerischen Orchestern und Gruppen wie auch die grossen Ausstellungen von Giacometti, Hodler, Füssli und Böcklin zeugen davon. Neu zu diesem Bild dazugekommen ist seit 1981 der Schweizerfilm und seit etwa zwei Jahren das Ballett. Im Bereich des Audio-visuellen liegen an und für sich grosse Chancen in Japan. Es war deshalb nicht erstaunlich, dass der international bekannt gewordene Schweizerfilm auch hier Fuss fassen konnte. Filme der Regisseure wie Schmid, Tanner, Goretta sind mit Erfolg nach Japan verkauft worden. "Höhenfeuer" von Fredy Murer war der letzte Film der spontan Interessenten gefunden hat. Die Uebersiedlung des BÉjart-Ballets nach Lausanne hat im Bereich des Ballets eine beträchtliche Wirkung entfaltet. Mit der Abhaltung der Finalausscheidungen des Prix de Lausanne im Januar 1989 in Tokyo sind hier Grundlagen geschaffen worden, welche die schweizerische Präsenz in einem Gebiet gefördert haben, in dem sie vorher kaum vertreten gewesen ist.

## 6. Das Bild der Schweiz in den japanischen Massenmedien

Das schweizerische Bild in Japan ist allgegenwärtig, neigt jedoch gleichzeitig zu stark auf die touristische Seite. Zu sehr steht die Schweiz in Japan als Ziel von Hochzeitsreisen im Zentrum des Interesses, zu sehr unterstreichen auch die Fernsehgesellschaften die touristische Schönheit des Landes.

Die grossen japanischen Tageszeitung haben zwar alle ihre Reporter in der Schweiz, doch sind diese meist am UNO-Hauptsitz Europas, in Genf, domiziliert und richten ihr Augenwerk in erster Linie auf internationale Fragen und in der Schweiz selbst auf wirtschaftliche Entwicklungen. Einzige Ausnahme ist die Berichterstattung über den Finanzplatz Schweiz, der unser Land auch in Fachkreisen in Japan bekannt gemacht hat.

Die Affinität des Japaners für die deutsche Romantik, die mit der Meiji-Reform dieses Land erreicht hat, muss unter anderem dazu beigetragen haben, ein an Utopie grenzendes Schweizerbild zu malen. Auch heute noch geniesst unser Land in weiten Kreisen ein ausserordentlich grosses Ansehen, das leider oft allzusehr auf einer stark beschränkten Basis fusst. Trotzdem lässt sich seit einigen Jahren auch eine nuanciertere Berichterstattung über unser Land feststellen, die sich z.T. auch nicht scheut, unsere Schwächen darzustellen (Geldwäscherei, Xenophobie).



Es gilt deshalb, das positive Bild der Schweiz in Japan zu pflegen und zu versuchen, es den schweizerischen Tatsachen weiter anzugleichen. Positive Ueberraschungen gibt es immer, Enttäuschungen, die aus einem idealistischen Schweizerbild unweigerlich entstehen, sollte mit einer realistischen Korrektur dieses Bildes zuvorgekommen werden.

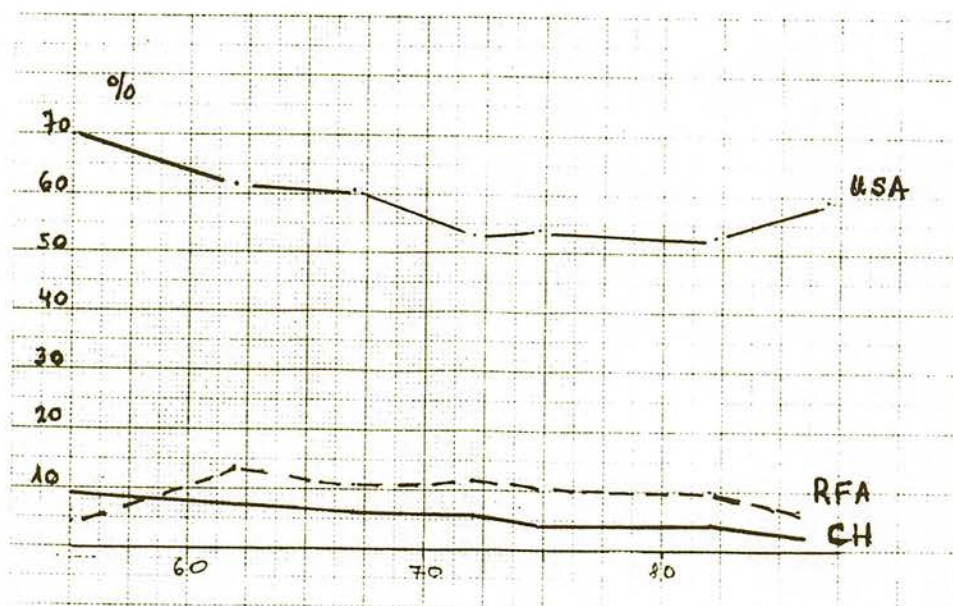
## 7. Science et technologie

Au niveau scientifique, la mesure de notre présence pourrait se fonder sur le nombre de publications dans les revues spéciales locales. Mais étant donné les problèmes de langues, la question ne se pose guère. On ne peut donc qu'apprécier une image la plupart du temps virtuelle.

En fait, ces images d'une situation instantanée, sont moins importantes que la tendance à long terme.

Dans les années 50, en plein effort de rééquipement et de modernisation, le Japon, à cours de moyens, de savoir-faire et de devises, avait axé sa politique industrielle sur le secteur électromécanique, acquérait des licences. C'est à cette époque que remonte l'action des industriels suisses qui, privilégiés dans cette période d'après-guerre, devinrent le second donneur de licences du Japon avec 9 % du nombre total, loin derrière les USA cependant (70 %), mais devant la RFA (6 %). C'était la "belle époque". Plusieurs de ces contrats, qu'on appelait alors "contrats d'assistance technique", sont encore en vigueur. La Suisse fut dépassée dans les années 60 par la RFA. Depuis, les positions de la RFA et de la Suisse n'ont cessé de se dégrader en 1987: 7 % du nombre de technologies importées de RFA contre 2,4 % pour la Suisse. Les USA sont restés le principal donneur avec 60 %.

Fig. 1: Accords de licences avec le Japon: Part du nombre total (%) des USA, de la RFA et de la Suisse.



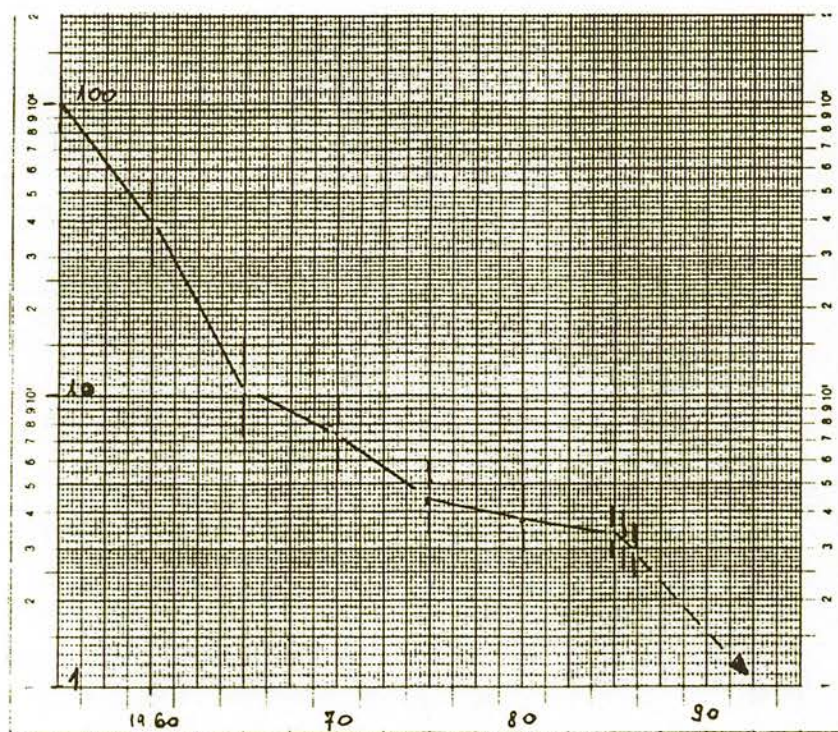


Deux facteurs importants sont à la base de cette évolution:

- Le succès de la politique d'autarcie technologique du Japon. Alors que le rapport des "royalties" payées, à celles reçues par le Japon en tant que donneurs de know-how, était de l'ordre de 100 en 1955, ce rapport n'était plus que de 2 environ en 1987 (Fig. 2).
- L'avènement de la microélectronique, source de multiples innovations, dans laquelle le Japon est passé maître. Tous les pays européens sont des importateurs nets de microchips. Leur production, et l'innovation, est principalement aux USA et au Japon.

Ces "royalties" (quelque 2 Mio Fr. en 87) ne sont qu'une fraction infinitésimale des invisibles de notre balance des paiements. Elles ne sont qu'un des indicateurs de la dynamique et de la signification stratégique intrinsèque des développements industriels. Elles sont pourtant révélatrices d'un courant. Dans quelques années, le rapport des paiements aux redevances pourrait devenir pour le Japon inférieur à un, et "l'assistance technique" changer de sens.

Fig. 2: Accords de licences - Rapport des "royalties" payées aux royalties reçues par le Japon



L'analyse de la présence technologique suisse fait apparaître des différences sectorielles importantes, propres à la structure même des industries concernées (durée de vie du produit, marge de cash flow etc.). Elle reflète surtout les barrières inhérentes aux priorités industrielles japonaises



pendant la phase d'expansion de l'après-guerre. La chimie fine n'a pas fait l'objet des mêmes obstacles que l'électromécanique. La présence suisse est ainsi plus forte ici que là. Un autre élément en défaveur des électromécaniciens suisses a été aussi le fait que les grands électromécaniciens japonais étaient liés à de grandes firmes américaines, voire à une firme allemande, par des accords cadre et une participation au capital action.

La décennie à venir devrait être placée sous le signe de l'ouverture, même si de nombreux obstacles inhérents aux spécificités locales freinent une plus large libéralisation. Elle devrait aussi voir l'éclosion d'un secteur jusqu'à présent négligé, la recherche. Plusieurs grandes entreprises, des multinationales suisses et étrangères, ont déjà une antenne de recherche au Japon (Ciba-Geigy, Roche, ICI, Hoechst, Kodak etc.), ou projettent d'en implanter une. L'objectif est double, même triple: observer, profiter d'une synergie, renforcer son image.

A Tsukuba, par exemple, 150 firmes environ ont une dépendance, dans la plupart des cas un laboratoire. Leur nombre va croissant. Parmi celles-ci 10 % sont étrangères, 1 suisse. La plupart sont là depuis moins de 5 ans, plusieurs encore en voie de construction. La recherche universitaire et industrielle suisse, et par là les institutions qui s'y consacrent, qu'elles soient suisses ou internationales (EPF, Institut Paul Scherrer, IBM, Cern), jouissent ici d'un prestige certain. Elles ont même valeur de modèle. C'est un vecteur de notre présence que l'on pourrait utiliser plus efficacement.

## 8. Conclusions

Malgré l'accroissement de nos relations de tous ordres avec le Japon, il ne faut sans doute pas s'attendre à un développement très rapide de la communauté suisse au Japon. Les différences culturelles, le haut niveau des prix, l'éloignement, et le fait que le Japon limite traditionnellement le nombre des résidents étrangers, sont autant de facteurs limitant l'immigration des Suisses au Japon. Les entreprises suisses au Japon y trouvent par ailleurs le personnel dont elles ont besoin pour leur administration, ce qui réduit le besoin de recourir à du personnel suisse.

Avec le développement du tourisme, en particulier du tourisme japonais dans notre pays, avec l'intensification des échanges académiques, on peut penser cependant que les contacts entre la Suisse et le Japon vont encore s'intensifier à l'avenir, contribuant à une meilleure connaissance réciproque.

Dans ce domaine, cependant, l'obstacle linguistique reste un frein important. Or, le renforcement de notre présence au Japon suppose également que nous disposions en Suisse d'un nombre suffisant de spécialistes formés dans les diverses disciplines



scientifiques et économiques et maîtrisant le japonais. Cela suppose également le développement de l'enseignement du japonais dans notre pays, développement qui devrait aussi disposer du soutien du secteur privé.

Dans le domaine économique, notre pays occupe au Japon une position respectable si on la compare à celle de pays similaires. L'effort fourni jusqu'ici ne doit cependant pas se relâcher, et il importe que notre industrie profite au mieux des opportunités qui se présentent dans cet important marché. Le Japon est en effet contraint, par son succès-même, à développer son marché intérieur et à accroître ses importations. Les possibilités qui s'ouvrent pour notre économie supposent cependant que le marché japonais soit exploré avec méthode et persévérance. Cela exige l'engagement de certains moyens financiers, qui font que l'approche du marché japonais doit se faire en période de prospérité et dans le cadre d'une stratégie planifiée à moyen et long terme. Trop souvent, en effet, des entreprises s'avisent de développer leurs activités au Japon que sous la contrainte de difficultés imprévues, ce qui les empêche d'engager les moyens nécessaires et d'obtenir les succès souhaités. La nécessité d'affronter directement le marché japonais devrait également inciter nos industries à tenir davantage compte des spécificités de ce marché.

Enfin, les autorités officielles ont également leur part dans le développement de l'image de la Suisse au Japon.

Dans les prochaines décennies, le Japon deviendra de plus en plus le centre d'un nouveau pôle de l'économie mondiale qui groupera une grande partie du bassin du Pacifique. L'importance de ce développement nous oblige à lui prêter une attention constante et à modifier en conséquence nos attitudes et nos perceptions. L'effort fourni jusqu'ici pour le développement de notre présence au Japon a certainement été appréciable. Il doit cependant se poursuivre avec persévérance et méthode, pour tenir encore mieux compte de la rapidité des développements qui ont lieu dans cette partie du monde.





EMBASSY OF SWITZERLAND  
IN JAPAN

TOKYO, 9. Oktober 1989

9-12, Minami Azabu 5-chome  
Minato-ku, Tokyo 106  
Azabu P.O. Box 38  
Tel. 473-0121  
Fax 473-6090  
Telex Amsuisse J24282

Ref.: 110.0 -  
511.12  
643.0  
653.0

an	HR. FUD								
Datum	26								
Yda	df								
EDA	13.10.89							-9	
Ref.	S. C. V. Jap. 111.0								

EDA:

- Politische Direktion:
  - Politische Abteilung II
  - Politische Abteilung I
- Politisches Sekretariat
- Sektion für konsularischen Schutz
- Auslandschweizerdienst
- Finanz- und Wirtschaftsdienst
- DIO:
  - Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten
  - Sektion int. wissenschaftliche Angelegenheiten
- DEH

EVD:

- BAWI:
  - Länderdienst Japan
  - Exportförderung
- BIGA

EFD:

- EFV, Vizedirektor D. Kaeser

EDI:

- Schweiz. Schulrat
- BBW
- Bundesamt für Kulturpflege

Eidg. Bankenkommission  
Schweiz. Nationalbank (Bern und Zürich)  
OSEC (Zürich und Lausanne)  
Pro Helvetia, Zürich  
Schweiz. Handels- und Industrie-Verein (Vorort)  
Verband Schweiz. Maschinen-Industrieller (VSM)  
Schweiz. Bankiervereinigung, Basel  
Schweiz. Gesellschaft für chemische Industrie  
Schweiz. Verkehrszentrale  
Schweiz. Versicherungsverband, Zürich  
VSIIG-Vereinigung des Schweiz. Import- und Grosshandels, Basel  
Swiss Chamber of Commerce and Industry in Japan (SCCIJ)  
Wirtschaftskammer Schweiz-Japan

Beiliegend erhalten Sie einen Bericht betreffend die **Präsenz der Schweiz in Japan**, der von den Mitarbeitern dieser Botschaft erarbeitet worden ist.

DER SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFTER

(R. Bär)

Kopie: Generalkonsulat, Osaka  
BR, DD, CO, RX, HH, RH, BO, BU, LA